REVUE DE PRESSE

SUD OUEST ET CHARENTE LIBRE

DU 27 NOVEMBRE 2015

SUD OUEST

2015 RÉGIONALES

TRIBUNES LIBRES DES TÊTES DE LISTE (5/10)

« Pour une région solidaire, citoyenne et écologique »

OLIVIER DARTIGOLLES
LISTE FRONT DE GAUCHE

Quelques jours après les attentats, notre douleur et notre inquiétude n'ont pas disparu. Tout comme notre détermination à trouver toutes les voies qui permettront d'endiguer ces actes meurtriers. Une des façons de ne pas donner raison aux terroristes, c'est de continuer à aimer, à se distraire, à lutter. C'est d'ouvrir les espaces de rencontre, des lieux de proximité pour faire vivre l'écoute, la culture, l'échange. C'est en soi une forme de lutte contre le terrorisme. C'est de reprendre la vie démocratique en affirmant notre volonté qu'elle contribue vraiment à changer la société.

Les 6 et 13 décembre, notre devoir est de voter et d'exercer un droit fondamental de notre démocratie. Les valeurs de notre République, liberté, égalité, fraternité, sont soumises à rude épreuve. Des mesures de sécurité sont indispensables, et pour être efficaces, elles doivent être placées sous la responsabilité du Parlement, contrôlées de façon permanente par les élus de la nation. Mais il faut aussi, à plus long terme, s'attaquer aux racines du mal, s'interroger sur le sens à donner à notre société, réfléchir et agir sur le monde dans lequel nous voulons et pouvons vivre. Nous n'éradiquerons pas les actes de violence en restreignant les libertés individuelles et collectives. Soyons vigilants !

Les 6 et 13 décembre, dites ce que vous avez sur le cœur, faites entendre votre envie de vivre librement, dans un monde qui construit la paix et non la guerre, dans une société de progrès social et citoyen. Les régions, comme toutes les institutions de la République, doivent mettre en œuvre des politiques qui fassent reculer la misère, la mal-vie, les inégalités, les discriminations. Elles peuvent faire vivre ce qui fait le ciment de notre société, la culture, l'éducation, les services publics dans la diversité.

> « Le Front de gauche vous propose une équipe neuve et de vraies solutions »

Aujourd'hui, tout est fait pour éloigner les citoyens des lieux de décision : la démocratie locale et nos services publics sont attaqués. Et il faut des drames, des catastrophes pour que ceux qui ne cessent de les dénigrer se félicitent de leur dévouement !

Dans cette mégarégion, imposée, tout comme la réforme territoriale, à la hussarde, nous avons des atouts humains et économiques puissants, un PIB de 184 milliards d'euros, d'immenses richesses détournées pour le profit d'une poignée d'individus.

Près de 10 % de la population active au chômage, progression de la précarité : c'est insupportable ! Le développement économique, humain, équilibré ne peut se construire qu'au plus près des lieux de vie de tous les territoires. Pas seulement sur quelques filières d'excellence centrées sur les métropoles.

Pour changer nos vies, développons les services publics. Les transports, l'éducation, l'accès à la santé sont des compétences de la Région qui interviennent au cœur de nos vies quotidiennes.

> « Les 6 et 13 décembre, faites entendre votre envie de vivre librement »

L'argent public, celui de nos impôts, ne doit plus être versé à des entreprises sans contrepartie en matière d'emplois, de production, de formations autour de critères sociaux, territoriaux et environnementaux. Dans le cas contraire, il faudra rembourser les sommes versées.

L'argent des banques, celui de nos dépôts, doit être mobilisé pour initier de nouveaux modes de production industrielle respectueux des hommes, de l'environnement et des territoires. Nous proposons à cette fin de créer un fonds régional pour le crédit et la formation en direction des PME-PMI.

Il n'est pas normal en 2015 de galérer pour trouver une formation, un logement, se soigner, se déplacer, se nourrir, accéder à la culture et aux loisirs. L'emploi des jeunes ne peut plus être la variable d'ajustement. La Région peut développer des politiques ambitieuses, à commencer par la gratuité des transports scolaires sur tout son territoire. La jeunesse doit devenir une priorité de nos politiques.

Nous devons être une région qui engage véritablement la transition énergétique et écologique, développe le ferroviaire public, favorise une agriculture familiale de type nouveau et des circuits courts de distribution autour d'un pacte alimentaire et territorial. Nous voulons faire surgir dans l'assemblée régionale les besoins, les aspirations d'une majorité d'entre nous et mettre en œuvre de nouvelles solutions. Le Front de gauche vous propose une équipe neuve et de vraies solutions pour une Région solidaire, citoyenne et écologique. Cela est possible grâce aux rencontres, aux assemblées citoyennes, aux acteurs du mouvement social et associatif, aux élus locaux.

Avec vous, ensemble, nous le pouvons.

Lundi, William Douet (Union populaire républicaine)

Développer l'apprentissage, une proposition qui revient chez la quasi-totalité des candidats. PHOTO PIERRE MELINE ARCHIVES « SO »

Chômage des jeunes, il y a des solutions

Dans le cadre des élections régionales, cinq questions ont été posées par « Sud Ouest » aux dix têtes de liste. Voici les réponses

2015 RÉGIONALES

LA QUESTION :

Quelle est votre proposition pour réduire le chômage des jeunes dans la future grande région ?

Joseph Boussion
La Vague citoyenne
La région est malheureusement unes des championnes du chômage des jeunes. Il n'y a pourtant pas de fatalité à cela. Ainsi, nous proposons par exemple : un plan régional d'aide aux associations qui embaucheront un jeune de 16 à 25 ans pour une durée minimale de cinq ans, un plan d'aide aux communes qui soutiendront, renforceront ou développeront un service public de proximité, une simplification des aides pour l'installation des paysans, une nouvelle carte des formations techniques orientée vers les emplois de demain, un renforcement de la présence d'adultes dans les lycées en dotant chaque lycée d'une équipe d'intervenants culturels à la disposition des équipes éducatives.

Virginie Calmels
Républicains-UDI-Modem-CPNT
68 100 jeunes sont au chômage dans la grande région : une hausse de 20 % durant le mandat de la majorité socialiste sortante, contre une moyenne nationale de 17 %. L'Aquitaine a eu le triste record de France de l'augmentation du chômage des jeunes en 2014 : + 5,4 % !

Je veux doubler le nombre d'apprentis en aidant les entreprises et en investissant 220 millions d'euros pour renforcer les places en CFA et l'hébergement, et en facilitant l'accès aux marchés publics pour les employeurs d'apprentis. Nous adapterons l'offre de formation professionnelle (campus d'excellence) aux emplois non pourvus et aux métiers de demain : tourisme, numérique…

Jacques Colombier
Front national
Les jeunes sont particulièrement touchés par le chômage. La formation professionnelle est un levier essentiel pour l'emploi des jeunes. Il faut la réformer profondément pour qu'elle corresponde aux besoins réels des entreprises, seules pourvoyeuses d'emplois durables. Réunissons toutes les filières professionnelles de la région pour faire cette grande réforme. L'apprentissage et le préapprentissage doivent être une priorité, avec la possibilité de le commencer dès 14 ans pour apprendre un vrai métier. Trop de jeunes sont obligés de poursuivre leur scolarité au-delà. Pour les jeunes, instituons la gratuité de la part régionale du permis de conduire, outil indispensable pour trouver du travail.

Françoise Coutant
Europe Écologie-Les Verts
Les jeunes seront mieux informés sur l'offre de formation grâce au service public de l'orientation (SPRO), compétence régionale depuis 2014. Trop de jeunes sont mal orientés faute de connaissance du milieu scolaire et universitaire. Nous leur permettrons de découvrir les métiers d'aujourd'hui et de demain. Nous créerons des filières de formation en lien avec la transition énergétique, seul secteur en capacité de créer des emplois, environ 150 000 non delocalisables dans notre région, dans les filières écologiques d'avenir : bâtiments et écomatériaux, énergies renouvelables, transports du quotidien et nouvelles motorisations, productions agricoles, etc.

Olivier Dartigolles
Front de gauche
La vérité, c'est dire que nous avons besoin nationalement d'un plan d'urgence pour l'emploi des jeunes. Cela doit être la priorité et non la variable d'ajustement. François Hollande et le gouvernement n'ont pas tenu parole. Sur toutes les questions qui relèvent des compétences régionales, la jeunesse sera au centre. Avec des objectifs à atteindre pour les entreprises aidées, avec une politique de formation professionnelle mieux adaptée, avec des aides pour la mobilité des jeunes. La bataille régionale pour l'emploi des jeunes passera par les objectifs précis à l'échelle des bassins de vie. Il faudra donc éviter les inégalités territoriales.

William Douet
Union populaire républicaine
Le chômage des jeunes a connu une progression significative ces dernières années dans la grande région. Je connais bien ce sujet car je suis juste diplômé, j'ai 23 ans, et je connais nombre de camarades en recherche d'emploi. Pour aller vers une réduction de ce chômage, je suggère de mettre tout en œuvre pour améliorer l'information vers les jeunes sur l'ensemble des formations et emplois disponibles.

Je pense notamment aux emplois dans l'agriculture et l'industrie, deux secteurs trop souvent mal perçus car mal connus et mal compris. Des métiers en tension et des formations de qualité sont disponibles, et il est important que le service public de l'orientation (SPRO) propose une information égale pour l'ensemble de ces métiers.

Guillaume Perchet
Lutte ouvrière
Quand les entreprises licencient et suppriment des emplois par milliers, quand le chômage n'arrête pas d'augmenter (9 % en un an dans la région), les jeunes ne peuvent qu'avoir de plus en plus de difficultés à trouver du travail. Et ce n'est pas une question de formation ou d'apprentissage car, pour s'assurer le maximum de profits, le patronat cherche de toute façon à embaucher le moins possible. Contre le chômage des jeunes et des moins jeunes, il faudra donc enlever au patronat le droit de condamner à la pauvreté une part croissante des classes populaires en lui interdisant de licencier et en lui imposant de répartir le travail entre tous, sans diminution de salaire.

Nicolas Pereira
Nouvelle Donne
Outre la nouvelle répartition du temps de travail, qui doit être pensée au profit de tous, donc aussi des jeunes, nous serons attentifs à ce que les emplois aidés dans les zones franches touchent d'abord les populations de ces bassins. Les territoires doivent être des espaces d'expérimentation : nous soutiendrons la mise en place d'un revenu de base destiné aux publics en formation, y compris les étudiants, afin de les soutenir dans l'acquisition de savoirs et de faciliter leur entrée sur le marché du travail. Nous développerons les formations en lien avec le développement durable (traitement des eaux, des déchets, énergies renouvelables), véritable gisement d'emplois utiles.

Alain Rousset
Parti socialiste-PRG
S'il reste préoccupant, le chômage des jeunes baisse depuis plus d'un an (– 0,6 % en Limousin, – 5,1 % en Poitou-Charentes, – 4,3 % en Aquitaine). Nous poursuivrons nos efforts sur les trois fronts suivants : la création d'emplois et d'entreprises en aidant les TPE, les PME et les start-up à se développer et à créer de nouveaux emplois ; l'éducation et la formation en luttant contre le décrochage scolaire par l'orientation des jeunes vers les filières qui recrutent, en augmentant de 50 % le nombre d'apprentis, en améliorant les parcours lycéens et universitaires ; la levée des freins d'accès à la formation et à l'emploi pour certains jeunes avec des aides à la mobilité, au permis de conduire et en poursuivant l'action pour le logement des jeunes.

Yvon Setze
Debout la France
Certaines filières comme la charcuterie manquent d'apprentis. Nous n'acceptons pas cette situation. Nous devons agir sur la nature des organismes de formation. Pour être plus efficaces, nous devons mieux organiser l'offre de formation et mutualiser les moyens de la grande région. Cela améliorera la prospection des besoins et la promotion des métiers sur l'ensemble des territoires. Puis nous devons aider matériellement les jeunes en situation d'urgence. Certains ne peuvent pas s'engager dans une formation parce qu'ils n'ont pas de logement. La Région doit pouvoir les encourager en les aidant par une aide matérielle (logement, aide financière…).

La question de la poursuite des travaux est clairement posée. PHOTO M.-L. G./« SO »

La LGV à l'arrêt

TOURS-BORDEAUX

Les banques ont cessé de prêter l'argent pour l'achèvement de la ligne à grande vitesse

JEAN-BERNARD GILLES
jb.gilles@sudouest.fr

La partie de poker menteur entre la SNCF et Lisea sur le nombre de TGV qui feront l'aller-retour entre Paris et Bordeaux à compter de l'été 2017 touche à sa fin. Les banques qui financent, à hauteur de 3 milliards d'euros, l'investissement colossal réalisé par la filiale de Vinci pour construire la ligne Tours-Bordeaux n'honoreront pas l'échéance de novembre. Il s'agit, selon nos informations, d'une cinquantaine de millions d'euros qui devaient permettre la poursuite des travaux. Leur blocage d'ici à Noël n'est plus une hypothèse d'école. La question de la poursuite des travaux est clairement posée. Les bailleurs de fonds qui avancent l'argent ne sont pas convaincus du compte d'exploitation prévisionnel présenté par Lisea.

La seule manière pour le concessionnaire de rembourser cette dette XXL est de percevoir le maximum de péages qui seront payés pendant cinquante ans par les utilisateurs de la ligne, en l'occurrence la seule SNCF. Et Lisea ne parvient pas à s'entendre avec l'entreprise publique sur le nombre de trains qui emprunteront la ligne. L'entreprise ferroviaire est la seule à décider alors que ses comptes sont toujours plombés par un déficit d'exploitation et une dette elle-même abyssale, dix fois supérieure à la somme prêtée à Lisea. On retrouve, parmi les banques qui ont dit stop en début de semaine, des établissements espagnols et italiens mais surtout des banques françaises, au premier rang desquelles la Société générale, BNP Paribas et le Crédit agricole.

19 allers-retours

Pour équilibrer ses comptes à venir, c'est-à-dire rembourser ses emprunts et assurer la maintenance, une fois la ligne à grande vitesse en service entre Paris et Bordeaux, Lisea a besoin de 19 allers-retours quotidiens. Ce qui lui procurerait un revenu, par les péages, de l'ordre de 250 millions d'euros annuels environ.

La première proposition de la SNCF, il y a quelques mois, était de 13 allers-retours. Inacceptable pour Lisea et pour les villes de la région, qui avant elle ont aussi payé pour cet investissement. Grâce à l'entremise de Jean Auroux, mandaté pour une mission de conciliation, et à la suite de la médiation du ministre des Transports, Alain Vidalies, le curseur a été remonté à 16,5 trains directs par jour entre Bordeaux et Paris. Et encore, dans cette proposition, la SNCF inclut des trains qui ne roulent pas toute l'année. Avec cette cadence, Lisea ne peut présenter à ses créanciers que 210 millions d'euros de recettes annuelles. On est loin de l'équilibre.

> « Lisea, l'opérateur, ne parvient pas à s'entendre avec la SNCF sur le nombre de trains qui emprunteront la ligne »

C'est à ce duel à fleurets mouchetés que les bailleurs de fonds du plus gros investissement ferroviaire de la décennie en Europe ont décidé de mettre fin. Un coup de semonce en forme d'avertissement direct à Guillaume Pepy, le président de la SNCF, qui n'a cessé de dire depuis des mois que Lisea bluffait. Déjà, au mois d'octobre dernier, les banques avaient renâclé à honorer l'appel de fonds. La négociation entre Lisea et la SNCF n'a pas avancé d'un poil depuis. Les deux cultures – privée pour Lisea, publique pour la SNCF – semblent incompatibles, et les deux patrons, Guillaume Pepy et Laurent Cavrois, ne s'apprécient guère.

Garantie de l'État

Cette décision, qui pourrait être lourde de conséquences pour le bon achèvement des travaux, est aussi un appel à l'État à taper du poing sur la table. Il y aurait intérêt, car le contrat de concession signé par Lisea et Réseau ferré de France à l'époque (aujourd'hui retourné dans le giron du groupe SNCF) prévoit qu'il garantira la dette de Lisea à hauteur de 80 %. Les financiers ne cachent pas leur intention de faire jouer si besoin ces garanties. Le gouvernement se serait bien passé de cet épisode conflictuel. Il va devoir hausser le ton pour appeler les deux parties à s'entendre. Force est de constater que Lisea joue à livre ouvert tandis que les finances de la SNCF sont tellement compliquées que même la Cour des comptes n'y retrouve pas ses petits.

Ni la SNCF ni Lisea n'ont voulu donner suite, hier, à nos sollicitations. Le sujet ne manquera sans doute pas d'animer les derniers jours de la campagne des élections régionales, en Aquitaine et Poitou-Charentes au moins.

UN PARTENARIAT SUR UN DEMI-SIÈCLE

Un financement public-privé

La société Lisea, retenue pour financer, construire et assurer la maintenance de la ligne à grande vitesse Tours-Bordeaux, a quatre actionnaires : Vinci, CDC Infrastructure (filiale de la Caisse des dépôts) et deux fonds d'investissement, Ardian et Meridiam, spécialisés dans ce type de financement de long terme. Lisea a obtenu une concession de cinquante ans.

L'investissement dans ce projet est de 7,8 milliards d'euros. Il a été pour partie apporté par la puissance publique, l'État, Réseau ferré de France et les collectivités locales, au premier rang desquelles la Région Aquitaine et la Communauté urbaine de Bordeaux. Et pour partie par Lisea, donc Vinci, qui a mis plus de 800 millions de cash dans le projet. Le reste est venu des banques, soit environ 3 milliards d'euros. Ce sont elles qui hésitent à financer la fin des travaux. Dans un projet lourd et complexe de ce type, le concessionnaire a beaucoup de frais financiers pendant au moins vingt ans puis rentabilise son investissement ensuite. Jusqu'à la cinquantième année.

Nette reprise du chômage en octobre

SOCIAL Le nombre d'inscrits au Pôle emploi progresse de 1,2 % en France et de 3,1 % en Aquitaine

La ministre du Travail, Myriam El Khomri. PHOTO ALAIN JOCARD/AFP

L'embellie aura été de courte durée. Au mois de septembre, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) avait diminué de 0,7%. Ce chiffre, jamais atteint depuis 2007, avait redonné espoir à tous ceux qui attendent l'inversion de la courbe promise par le président de la République. Mais la tendance amorcée en septembre n'a pas été confirmée.

Le mois dernier, le chômage est en effet nettement reparti à la hausse, avec 42 000 demandeurs d'emploi supplémentaires, pour un nombre total d'inscrits au Pôle emploi de 3,59 millions en métropole. Cette augmentation de 1,2 % est la plus forte enregistrée depuis 2013. Elle est plus modérée si l'on prend également en compte les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite. Catégories A, B et C confondues, le nombre de demandeurs d'emploi enregistre une hausse de 0,2% par rapport au mois précédent (5,5% sur un an). Pour le ministère du Travail, qui espère que la baisse s'enclenchera en 2016, « la tendance se dirige vers une stabilisation du nombre de chômeurs en fin d'année ».

+ 4,3 % en Gironde

La situation est beaucoup plus dégradée en Aquitaine. Au mois d'octobre, le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité a bondi de 3,1% par rapport au mois précédent (+ 5,6 % sur un an). Avec 5 580 personnes de plus, le nombre total d'inscrits au Pôle emploi en catégorie A s'établit à 184 433. La hausse touche tous les départements : Dordogne (2,6%), Gironde (4,3%), Landes (1,8%), Lot-et-Garonne (1,7%) et Pyrénées-Atlantiques (1,7%). Catégories A, B et C confondues, la hausse est de 0,2 % sur un mois dans la région, deux départements enregistrant des baisses : – 0,5 % pour les Landes et – 0,1% pour le Lot-et-Garonne.

Le Poitou-Charentes se trouve plutôt sur une tendance comparable à la métropole, avec une hausse de 1% sur un mois pour la catégorie A (3,1% sur un an). L'augmentation est de 2,1% pour la Charente et de 1% pour la Charente-Maritime. Catégories A, B et C confondues, le nombre de demandeurs d'emploi reste stable par rapport au mois précédent (– 0,1% en Charente ; 0% en Charente-Maritime).

Pierre Tillinac

La baisse de la taxe sur l'essence remise en cause

FISCALITÉ La diminution de 1 centime promise serait limitée au sans-plomb 95-E10 (bioéthanol)

Les taxes sur le gazole devraient augmenter de 3,5 centimes par litre à compter de l'année prochaine. Celles sur l'essence vont aussi repartir à la hausse, mais de façon moins importante : 2 centimes par litre. La hausse des taxes sur le gazole était prévue. Elle est la conséquence de deux mesures: la réduction progressive de l'écart de prix entre le sans-plomb et ce carburant réputé plus polluant, et l'application de la hausse de la taxe carbone.

Lundi en débat à l'Assemblée

L'augmentation des taxes sur l'essence, en revanche, constitue plutôt une surprise. La hausse de la taxe carbone de 1,7 centime par litre était actée. Mais en octobre, le gouvernement avait annoncé une baisse de 1 centime sur l'essence – pour aller plus vite vers un alignement de la fiscalité avec le gazole.

Cette baisse est aujourd'hui partiellement remise en cause. Le projet de loi de finances rectificative en cours de discussion à l'Assemblée nationale – débattu à partir de lundi dans l'hémicycle – prévoit en effet de la limiter aux seuls carburants contenant au moins 10 % de bioéthanol (SP95-E10). L'objectif est de donner un coup de pouce à ce carburant distribué en France depuis 2009 et qui représente aujourd'hui environ un tiers de la distribution de sans-plomb.

P. T.

Alain Rousset met en selle son programme

PS-PRG Le président sortant a dévoilé hier après-midi son projet. Plus de 100 pages élaborées avec tous ses colistiers et 300 experts

2015 RÉGIONALES

C'est à la Table de l'Hippodrome du Bouscat qu'Alain Rousset a présenté hier son programme pour la mandature 2015-2021 qu'il espère passer à la présidence de la future Région Aquitaine - Limousin - Poitou-Charentes. Un projet de plus de 100 pages, élaboré sous la direction de Gilles Savary avec tous les colistiers et 300 « experts », dont beaucoup étaient présents au restaurant où, précise Alain Rousset, « le patron utilise les circuits courts pour se fournir et emploie de nombreux apprentis ».

« Je veux construire une Région bienveillante, protectrice et solidaire », a annoncé le candidat PS-PRG, ajoutant qu'il ne voulait être « ni un marchand de peurs, ni un marchand d'illusions », allusions directes à ses deux principaux rivaux, Jacques Colombier et surtout Virginie Calmels, qu'il a de nouveau accusée de « méconnaissance des dossiers et de démagogie. » « Son entreprise, c'est Disneyland », a-t-il ajouté.

Le projet Rousset se découpe en quatre grands enjeux : « faire Région ensemble et créer de la proximité », « construire la Région », « la formation et l'emploi » et « la qualité de vie et l'environnement ».

Alain Rousset, hier, à la Table de l'Hippodrome PHOTO F. COTTEREAU

« Fiers de nos bilans »

Le président sortant était notamment entouré de Jean-François Macaire, son homologue de Poitou-Charentes. « Les trois exécutifs sortants ont un bilan et nous en sommes fiers », a-t-il souligné, en affirmant que « pour gouverner et non pas manager la Région, il faut connaître tous les territoires et avoir de l'expérience, car ce challenge nécessite une parfaite maîtrise des institutions ».

Parmi les principales propositions du candidat, une consultation large des élus et des acteurs locaux, de nouvelles formes de participation citoyenne, la fiabilisation des TER, la mise à niveau des infrastructures d'intérêt régional, la couverture numérique par fibre optique publique de 600 000 foyers, l'augmentation de 50 % du nombre d'apprentis et leur transport gratuit, investir dans les emplois de demain (énergies renouvelables, tourisme, silver économie) ou encore plus de produits locaux et bio dans les lycées.

B. L.

Fibre : Orange et SFR en concurrence frontale

TRÈS HAUT DÉBIT La guerre des opérateurs est déclarée en ville, où les industriels ont renoncé à se coordonner et à mieux investir, comme le recommande pourtant l'État

OLIVIER SARAZIN
o.sarazin@sudouest.fr

Hier matin, sous l'œil de Mariane, le groupe SFR s'est offert une belle tribune commerciale dans la grande salle du conseil municipal de Cognac. Le deuxième opérateur français du secteur des télécommunications présentait son plan local de déploiement d'un réseau à très haut débit, en présence du maire, Michel Gourinchas ; du premier adjoint, Patrick Sedlacek ; mais aussi de nombreux représentants des conseils de quartier.

« Avec SFR, la fibre, c'est maintenant, pas en 2016, pas en 2017 ! Dès aujourd'hui, 6 000 logements et locaux professionnels sont éligibles à notre offre. Et nous n'allons pas nous arrêter là ! En février, plus de 9 000 foyers le seront », s'est enthousiasmé Guillaume Fauré, le directeur des relations régionales de SFR dans le Sud-Ouest de la France.

Puis l'opérateur a montré les merveilles de sa « box » : Internet à la vitesse de l'éclair, débit record descendant de 100 mégabits/seconde, 280 chaînes de télévision et, bientôt, des vidéos à la demande en « ultra-haute définition 4K ».

« Chébran et câblée »

Soyons francs : Michel Gourinchas (qui a été invité à souder deux morceaux de fibre optique) n'a que peu goûté aux subtilités de la présentation technique. En revanche, le maire a constaté avec bonheur que la ville devenait « chébran et câblée » – subtile référence à un certain François Mitterrand répondant à Yves Mourousi sur TF1 en 1985. Michel Gourinchas s'est également félicité de la « volonté » et du « dynamisme » des opérateurs télécoms. « En 2008, nous étions invités à mettre la main à la poche. Aujourd'hui, cela ne nous coûte pas un kopeck, c'est tant mieux », a-t-il déclaré en substance.

Pour bien comprendre, il faut savoir que le groupe Orange a lui aussi promis le déploiement d'un réseau local de fibre optique à l'abonné (dit FTTH, « fiber to the home », traduisez "fibre jusqu'à la maison"). Cela se passait fin septembre, au même endroit, dans la grande salle du conseil municipal. Ce jour-là, Orange assurait qu'environ 3 300 foyers des quartiers de la gare, du Champ-de-Foire et de Saint-Martin seraient éligibles au nouveau service « à partir de Noël 2016, au terme d'une phase d'études et de travaux d'environ un an ».

Dès lors, le béotien s'interroge. Comment le groupe SFR a-t-il doublé Orange ? La réponse est toute simple : SFR a modernisé le vieux réseau câblé de Cognac, dont il est désormais propriétaire. Souvenez-vous, ce réseau s'appelait Vidéopole. Il avait été construit par EDF (associé à une filiale de diversification du Crédit agricole et à l'industriel américain Lendfest TCI), puis revendu au début des années 2000 au groupe United Pan Europe Communications (UPC) avant de tomber dans l'escarcelle de Numericable.

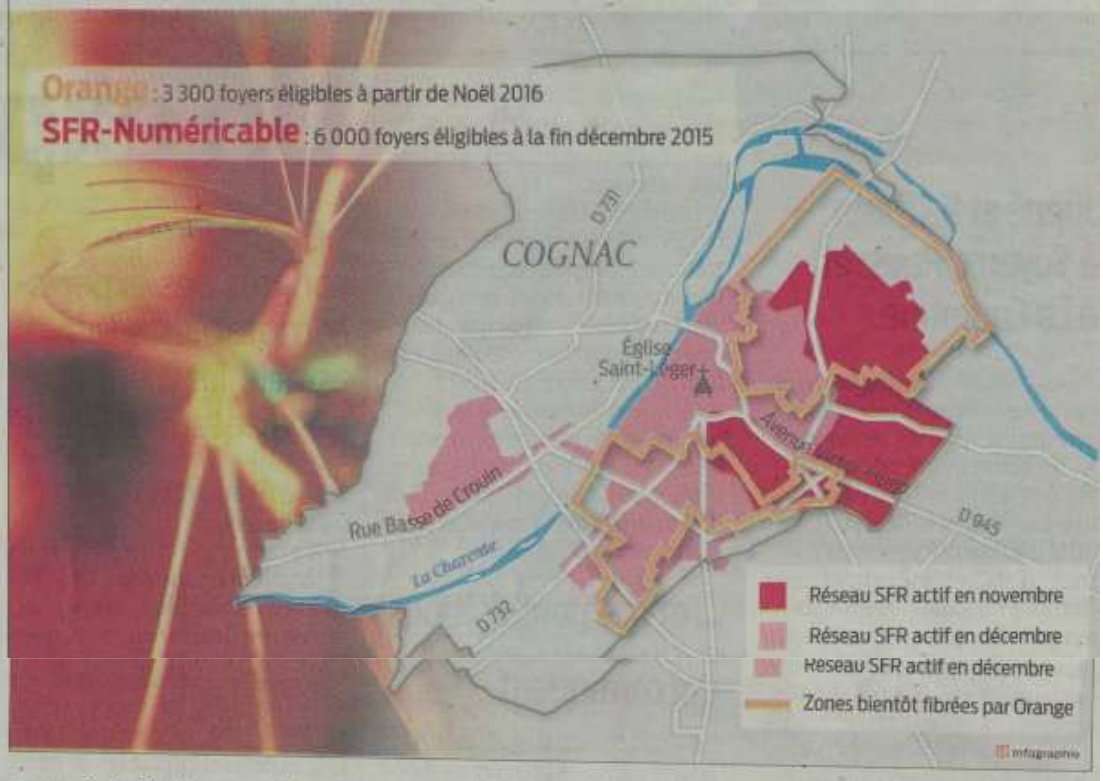
L'accord de 2011 est caduc

« La modernisation de ce réseau s'est déroulée en 2015. Elle a consisté à remplacer le câble coaxial par de la fibre optique, qui arrive désormais à la porte des habitations », explique Guillaume Fauré, qui se refuse à préciser le coût du chantier. Même souci de confidentialité chez Orange : en septembre, Jean-Pierre Lartige, délégué régional en Poitou-Charentes, n'a pas avancé le moindre chiffre.

Pourquoi un tel mystère ? Parce que les deux opérateurs auraient pu investir de façon conjointe ou tout du moins coordonnée, suivant en cela les recommandations du plan gouvernemental France Très Haut Débit. Ce plan de 20 milliards d'euros vise à irriguer 3 600 communes et près de 60 % des foyers français à l'horizon 2022. Il enjoint les industriels à travailler ensemble pour « éviter le déploiement de plusieurs réseaux en parallèle ».

En 2011, Orange et SFR s'étaient partagé les zones « d'initiative privée » de densité moyenne. Or, cet accord a volé en éclats quand Patrick Drahi et Numericable ont racheté SFR il y a tout juste un an. L'affaire a d'ailleurs été portée devant l'Autorité de la concurrence. Elle énerve Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, qui a tapé du poing sur la table et invité les opérateurs à « accélérer pour respecter le calendrier » du plan fibre. Un plan où, à Cognac, la concurrence se veut désormais frontale.

Fibre optique à Cognac : deux réseaux parallèles



La carte du préfet validée à l'unanimité

INTERCOMMUNALITÉ Hier, les élus de Cognac ont tous approuvé le projet de schéma départemental de coopération intercommunale

Comme une lettre à la poste ! Hier soir, les conseillers municipaux de Cognac, unanimes, ont approuvé les possibles contours de la nouvelle carte de l'intercommunalité en Charente.

Cette carte – plus claire, plus nette, avec seulement huit établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) contre vingt aujourd'hui – a été présentée le 12 octobre par le préfet Pérez.

Elle privilégie des territoires de taille XL, autour d'un très grand Grand-Angoulême de presque 141 000 habitants. Dans l'Ouest-Charente, le préfet a dessiné un très grand Grand-Cognac – une agglomération de presque 80 000 habitants, fusion du Grand-Cognac, de la Grande-Champagne, et des communautés de Jarnac, de Châteauneuf et du Rouillacais.

Michel Gourinchas, le maire : « Je souhaite que Rouillac nous rejoigne mais je ne peux forcer personne ! » PHOTO JONATHAN GUÉRIN

« Compliqué à Rouillac »

Pour Michel Gourinchas, le maire, et l'ensemble des conseillers municipaux (y compris l'opposition) pas de doute, ce périmètre est le bon ! Seulement voilà, si Cognac, Segonzac, Châteauneuf et après quelques hésitations Jarnac sont favorables à un mariage à quatre, Rouillac hésite beaucoup comme « Sud Ouest » l'a raconté dans son édition d'hier.

« Je souhaite que Rouillac nous rejoigne mais je ne peux forcer personne. La situation, là-bas, est compliquée. Rouillac est à 25 km de Cognac et à 25 km d'Angoulême. A Mons, on est tout près d'Aigre. A Saint-Genis-d'Hiersac, on est à 12 km d'Angoulême. Oui, on peut les comprendre [...]. Si j'ai bien lu "Sud Ouest", même François Bonneau, président du Conseil départemental, n'a pas une position ferme et tranchée [...]. Oui, c'est compliqué. Mais ne pas venir avec nous serait une erreur », a dit le maire. Noël Belliot (Les Républicains) a ajouté au nom de l'opposition qu'il était favorable « à la plus large agglomération possible » et a appelé « le territoire à faire bloc ».

Pour rappel, le préfet avait déclaré en octobre dernier : « Regardez la carte de la densité viticole en Charente. Cela saute aux yeux. La future entité dans l'Ouest-Charente a la forme d'un cœur. On pourrait d'ailleurs l'appeler Cœur de cognac ou Cœur du cognac. Elle est aussi pure qu'un XO ! »

O.S.

CHÂTEAUBERNARD

La façade de la mairie s'illumine au déclenchement de l'éclairage nocturne de la ville. PHOTO SANDRA BALIAN

Pour Philippe Ourtaau, adjoint au maire chargé de l'environnement et des infrastructures, il était important de marquer son soutien aux victimes des attentats du vendredi 13 novembre : « Cela me tenait à cœur, l'équipe municipale m'a suivi. De voir les pays étrangers s'illuminer aux couleurs bleu, blanc, rouge, m'a poussé à le faire ». La façade de la mairie a revêtu les couleurs tricolores depuis lundi dernier et les conservera durant toute la période des fêtes.

Les Castelbaladins ont adopté le Castel

Le mage Jacques Istral et le mage Hercule Huscule en plein conciliabule. PHOTO S. B.

En cette saison 2015, la famille des Castelbaladins s'est agrandie et jouait pour la première fois au Castel. Grosse pression générale au sein de la troupe. Quitter l'ambiance intimiste de la salle des fêtes des Pierrières, trouver ses marques scéniques dans ce lieu plus ample, amortir financièrement la location de la salle, l'enjeu était de taille pour les trois jours de représentations programmées vendredi, samedi et dimanche derniers (20,21,22 novembre).

Les Castelbaladins sont contents, ils ont franchi les 600 entrées en trois représentations. L'espace culturel est définitivement adopté par le groupe théâtral : plus confortable, d'une très bonne acoustique, les comédiens ont apprécié le soutien technique du régisseur Pierre Arruabarrena. Et la pièce dans tout cela ? Elle est née dans l'imaginaire d'un Castelbaladin, Bernard Cassan, en 2013 : « pendant mes insomnies, des trucs un peu abracadabrantesques me sont arrivés. Le matin, je remettais tout cela en forme ».

« Mes hommages, mage » est né. Une pièce qui invite le public à quitter sa morosité quotidienne pour s'envoler dans une folle histoire de mages, sorcières pimentées par les recherches d'une chercheuse au CNRS... « On en a bien besoin », glisse Bernard Cassan, encore maquillé, sourire au coin des lèvres, la voix chantonnant dans son costume de sorcière.

Et devinez quoi ? Au Castel, le public a pris son balai et s'est envolé...

Sandra Balian

Charente Libre

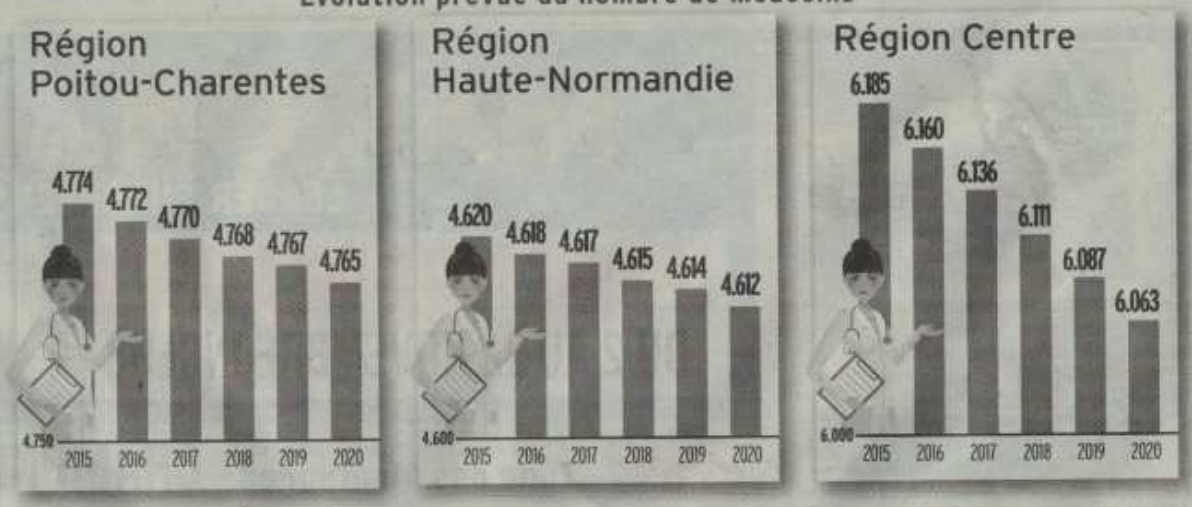
Santé

500 postes «aidés» de médecins contre la désertification médicale

La région Poitou-Charentes partage avec ses collègues du Centre et de Haute-Normandie le triste privilège de compter le plus grand nombre de «bassins de vie» défavorisés sur le plan de l'accès aux soins médicaux, selon les Atlas régionaux de la démographie médicale publiés hier par le Conseil national de l'ordre des médecins. Et la situation risque de s'aggraver dans les années à venir, selon les projections établies par les Atlas dans ces trois régions. Pour lutter contre ce phénomène, la ministre de la Santé Marisol Touraine a annoncé hier des aides supplémentaires à l'installation de jeunes médecins dans ces zones.

Répartis sur l'ensemble du territoire, 500 «contrats de praticiens de médecins générale» vont être lancés jusqu'à fin 2017. Ces contrats garantissent un revenu pendant les premières années aux jeunes professionnels choisissant d'exercer dans les «territoires fragiles». En dépit des moyens supplémentaires déployés (200 contrats avec des étudiants s'engageant à exercer dans ces zones moyennant une allocation d'études, hausse du numerus clausus), le principal syndicat de médecins libéraux (CSMF) a jugé les mesures «insuffisantes» et réclamé une amélioration du statut social du médecin libéral.

Evolution prévue du nombre de médecins



Source : Conseil national de l'Ordre des médecins

INFOGRAPHIE CL

lors du comité d'entreprise de Ruelle.

LGV

Tours-Bordeaux: les banques bloquent les crédits de Lisea

Les banques créancières du chantier de la ligne à grande vitesse (LGV) Tours-Bordeaux ont bloqué le versement prévu à fin novembre pour financer la fin des travaux de la ligne. L'information a été révélée par le site 20minutes.fr qui en a obtenu la confirmation auprès de Lisea. Le consortium de 13 banques s'inquiète des risques qui pèsent sur la pérennité du projet. En cause, le bras de fer entre la SNCF qui souhaite limiter le nombre de trains en raison des coûts de péage et la société concessionnaire qui estime à 19 le nombre d'allers-retours journaliers pour que son investissement soit rentable. Lisea peut compter sur le soutien des collectivités locales concernées, en particulier la Charente, qui sont les premières à réclamer depuis des mois de nouvelles dessertes. Elles ont été aussi les premières à arrêter leurs versements à Lisea. Si aucune suspension du chantier n'a été évoquée, cette décision des banques devrait pousser l'Etat à intervenir au plus vite dans son rôle d'arbitre.

Fusion et chais Monnet ne font pas débat

Maurice BONTINCK
m.bontinck@charentelibre.fr

■ Le conseil de Cognac a voté à l'unanimité pour la fusion des cinq communautés de communes

■ Idem pour un projet légèrement modifié autour du partenariat avec Tovuz à propos de l'Orangerie.

On a presque plus parlé de Rouillac que de Cognac, hier soir lors d'un conseil municipal qui n'a pas duré plus d'une heure. Sans surprise, les élus ont voté à l'unanimité pour une fusion des cinq communautés de communes (1) dans un futur Très Grand Cognac proposé par l'État. Michel Gourinchas s'est tout de même questionné sur le choix du Rouillacais qui ne semble pas prêt à rejoindre cette nouvelle agglomération. *«Je suis convaincu que Rouillac ferait une très grande erreur de ne pas y venir, même si je peux comprendre la position de certaines communes comme Saint-Genis-d'Hiersac qui n'est qu'à 12 kilomètres d'Angoulême.»* Et le maire de rappeler la position du président du Département et élu de Rouillac, François Bonneau expliquant hier à *Sud-Ouest* qu'*«il n'y a pas urgence à fusionner tout de suite»*. *«Un contexte très défavorable»* pour le président de GrandCognac qui le pousse à s'interroger sur l'attitude à adopter avec les élus du Rouillacais. *«Tout cela reste un peu compliqué»*, alors que son opposant Noël Belliot a rappelé son espoir de voir *«une communauté d'agglomération la plus grande possible»*.

Les chais Monnet à peine effleurés

Parmi les autres sujets abordés, le projet des investisseurs azerbaïdjanais a été effleuré, à la faveur d'une délibération sur les travaux de rénovation de l'Orangerie. Pour mémoire, la ville de Tovuz s'est engagée à restaurer le bâtiment des jardins de l'hôtel de ville via un contrat de mécénat de 150 000 euros (lire CL du 29 mai) pour en faire *«un lieu d'expositions et de manifestations qui permettraient de faire connaître des artistes et la culture azerbaïdjanais»*. Le contrat entre Cognac et sa ville jumelle, que représente l'ambassadeur azerbaïdjanais en France, s'inscrira désormais *«dans le cadre de la charte de jumelage»*. Soit un engagement plus long qu'écrit à l'origine dans la charte.

Là aussi, le conseil a voté à l'unanimité. Peut-être que les deux élus FN s'y seraient opposés comme en mai dernier. Mais Isabelle Lassalle et Christian Bayle étaient absents, *«en raison de la suspension infligée par leur parti»*, suppose Michel Gourinchas.

À propos de l'organisation des manifestations dans l'Orangerie, Noël Belliot a essayé de faire rajouter au contrat de mécénat la mention *«des manifestations soumises au préalable à l'accord de la Ville»*. Mais Michel Gourinchas a expliqué qu'il y aurait aussi des expositions locales et des discussions au préalable avec l'ambassadeur. *«Je l'ai de nouveau rencontré la semaine dernière, ils sont pressés de commencer les travaux.»*

Les travaux dans l'Orangerie pourraient commencer le mois prochain, en janvier au plus tard. *«Nous aussi, nous voulons aller vite pour permettre comme chaque année au Blues d'utiliser l'espace autour comme un lieu de réception, ce qui leur ramène une somme non négligeable.»*

Quant aux chais Monnet, là aussi, les Azerbaïdjanais sont pressés de débuter les travaux... et la Ville de récupérer les 2 millions d'euros de la vente, avant le vote du budget de la Ville, au plus tard en avril. *«L'examen du permis de construire suit son cours, la commission de sécurité vient de passer. Nous sommes toujours dans les temps pour que le permis soit délivré en mars»*, a précisé le premier adjoint Patrick Sedlacek, à l'issue du conseil.

Les travaux dans l'Orangerie pourraient débuter le mois prochain. Photo CL

(1) GrandCognac, Grande-Champagne, CDC Châteauneuf, CDC Jarnac, CDC Rouillac.

■ CHÂTEAUBERNARD

Voyage vers la Polynésie et hommage à Luis Mariano demain

Les ballets «Aloha Tahiti» proposent un voyage vers les îles polynésiennes, demain samedi à 14h30 au Castel. Sur scène: chants, musiques et danses traditionnelles, issus des cinq archipels polynésiens, qui s'inspirent de cette nature paradisiaque, entre terre, ciel et mer. Le spectacle se poursuivra avec un hommage à Luis Mariano. Un bouquet des plus fameux airs d'opérettes du ténor sera proposé par Peterson Cowan. Billetterie ouverte au Castel, cet après-midi de 13h30 à 17h, tarif 28 €, placement libre.

SPECTACLE COMPLET

Deux débats autour des violences conjugales

■ Le réseau de prévention et de lutte contre les violences au sein du couple de Charente limousine organise deux «ciné-débats»

■ À Roumazières mardi et jeudi à Confolens.

Responsable du Point d'accès au droit de Confolens, Magali Héraud est aussi la référente locale du réseau de prévention et de lutte contre les violences au sein du couple de Charente limousine. Photo J. P.

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

Ce sera l'occasion d'officialiser les choses. Créé en mars dernier, le réseau de prévention et de lutte contre les violences au sein du couple de Charente limousine organise la semaine prochaine ses deux premiers événements. Deux «ciné-débats» pour parler des violences conjugales. Le premier aura lieu mardi, de 18 h à 20 h à la CDC de Roumazières. Le second jeudi, de 14h30 à 16h30, au cinéma le Capitole à Confolens.

Deux courts-métrages seront projetés, «Fred et Marie», puis «Marie et Fred», de manière à engager la discussion avec les différents intervenants: Gaëlle Lefrère, responsable de la Maison des solidarités de Confolens, Hélène Bonnabeau du Cedif (1), Stéphanie Moreau du Cidff (2), mais aussi des gendarmes. *«On espère accueillir des victimes, des témoins, des personnes qui veulent comprendre»*, indique Magali Héraud. Responsable du Point d'accès au droit (PAD) de Confolens, elle est aussi la référente locale du réseau.

«Encore un sujet tabou»

«Depuis sa création, nous avons surtout travaillé sur la communication, en éditant une brochure et en créant un logo. L'objectif de ce réseau, c'est d'améliorer la prise en charge des victimes», explique-t-elle, sans pouvoir avancer de chiffres concernant cette problématique sur le territoire. *«On sait simplement qu'en France en 2014, 143 personnes sont décédées sous les coups de leur partenaire ou ex-partenaire»*, dit celle qui reçoit de temps en temps des victimes dans le cadre de sa permanence au PAD. *«L'autre but du réseau, c'est de pallier l'isolement des différents acteurs, professionnels ou bénévoles. Leur permettre d'œuvrer ensemble, d'échanger sur des cas concrets, d'améliorer le protocole.»*

La douzaine de partenaires a vocation à se réunir trois ou quatre fois par an. À organiser aussi des actions de prévention auprès du public. Peut-être des groupes de parole, comme celui qui est en train de se constituer à Chasseneuil.

«Les violences conjugales, c'est encore un sujet tabou. C'est compliqué de lever l'omertà», déplore Magali Héraud, qui constate que *«les hommes sont aussi de plus en plus victimes». «À nous de sensibiliser au maximum, d'informer. Si on garde le silence, les violences vont perdurer, voire s'accroître.»*

(1) Centre d'étude pour le développement, l'insertion et la formation.

(2) Centre d'information sur les droits des femmes et des familles.

«Ciné-débat», mardi 1er décembre, de 18 h à 20 h à la CDC de Roumazières et jeudi 3, de 14h30 à 16h30, au Capitole à Confolens. Entrée libre. Renseignements auprès du Point d'accès au droit, au 05 45 84 94 56.

Chômage: la claque d'octobre

Une douche froide pour le gouvernement à dix jours des élections régionales: après un net repli en septembre, le chômage a connu en octobre sa plus forte hausse depuis 2013, avec 42.000 demandeurs d'emploi supplémentaires sans aucune activité, pour atteindre le niveau record de 3,59 millions.

Le nombre d'inscrits à Pôle emploi, sans aucune activité (catégorie A), a bondi le mois dernier en France métropolitaine (+ 42.000, soit +1,2%). Il faut remonter à avril 2013 pour retrouver une telle montée du nombre de chômeurs dans cette catégorie.

Sur un an, le nombre d'inscrits à Pôle emploi sans activité a augmenté de 3,7%. En incluant l'outre-mer, il s'élève à 3,85 millions.

La hausse est plus modérée si on prend en compte les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (+13.100).

Au total, 5,43 millions de personnes (sans aucune activité ou avec une activité réduite) sont inscrites en métropole, et 5,74 millions en France entière.

> **Ces chiffres ne sont pas satisfaisants**

«Ces chiffres ne sont pas satisfaisants», a commenté la ministre du Travail, Myriam El Khomri, qui nuance cependant: *«ils doivent être interprétés avec prudence car les résultats de ces derniers mois connaissent de fortes variations»*.

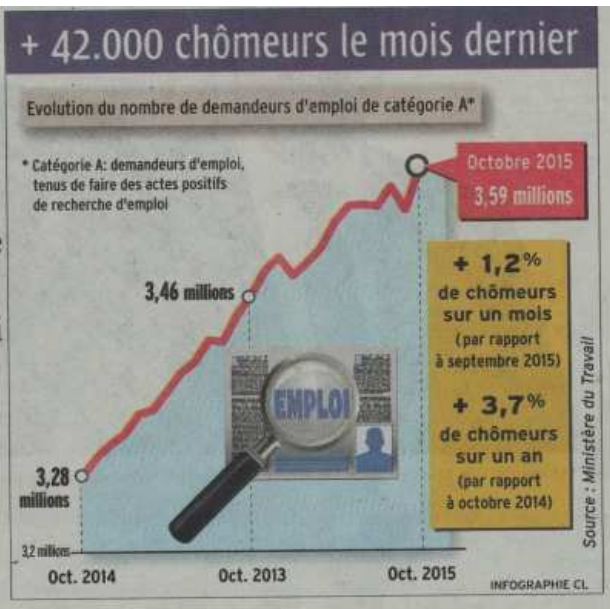
■ La hausse d'octobre efface largement la baisse de septembre ■ Les seniors sont les plus touchés ■ Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi reste stable

A dix jours du premier tour des régionales, qui s'annoncent difficiles pour la majorité, la pilule est en effet d'autant plus amère pour le gouvernement qu'en septembre, le nombre de chômeurs avait connu un net recul (-23.800)... soit la plus forte baisse depuis la crise financière, fin 2007. Le ministère *«espère que la baisse s'enclenchera en 2016»*. *«Je ne peux pas vous dire quand nous aurons une baisse durable, mais ce que je peux dire, c'est que pour faire baisser le chômage, il faut deux préalables : la croissance et que l'économie crée de l'emploi. Et les deux préalables, ils sont là»*, a commenté Myriam El Khomri lors d'un point presse.

La ministre a jugé *«encourageants»* les chiffres concernant les jeunes, dont le nombre d'inscrits en catégorie A est resté stable en octobre. Sur un an, il baisse de 2,9%.

En revanche, celui des seniors bondit de 1,5% sur un mois, 9,2% sur un an. En un mois, le nombre de chômeurs de longue durée (plus d'un an), y compris ceux déclarant une activité réduite, a également progressé de 0,4%.

Pour Pierre Gattaz, président du Medef, *«c'est une très mauvaise nouvelle, alors que notre pays traverse de graves événements»*, et *«il est plus que jamais nécessaire de redresser notre économie pour faire face aux défis du terrorisme»*. *«On a des chiffres mensuels d'autant plus volatils qu'on est en période de reprise»*, commente Bruno Ducoudré, de l'OFCE. Il y a donc des créations d'emplois, mais qui sont surtout des contrats courts (CDD, intérim) au terme desquels *«on voit un basculement des gens inscrits en catégorie B et C (activité réduite) qui retournent en catégorie A (aucune activité)»*.



OFCE: croissance insuffisante

Pour l'heure, la reprise de la croissance n'est *«pas suffisamment forte pour absorber les gains de productivité et la hausse de la population active et donc, faire baisser le chômage»*, observe l'Observatoire français des conjonctures économiques.

CGT: «Une autre politique industrielle»

La CGT réclame de son côté «une autre politique industrielle pour vraiment lutter contre le chômage». *«Si on ne lutte pas contre le chômage, la précarité, l'isolement, et notamment des plus jeunes, si on les maintient exclus du travail, on les rejette vers des solutions qui ne sont pas les bonnes»*, a plaidé hier le N°1 de la CGT, Philippe Martinez.

Woerth (LR): «Pas efficace»

Chez les Républicains, Eric Woerth, député de l'Oisi, a fustigé le *«grand manque d'efficacité des actions»*. *«La France ne pourra jamais vaincre le chômage de masse à coup d'emplois aidés financés sur de l'argent public»*, a-t-il réagi.